



COMMUNIQUÉ

PROTECTION DE L'ENFANCE DU MAINE ET LOIRE

Une casse sociale sans précédent est en cours au nom de l'austérité budgétaire 300 à 350 emplois qualifiés sont menacés !

Après un an et demi de combat contre la mise en place d'appel à projet ou plutôt d'appel d'offre par le président du Conseil départemental, la sentence est tombée.

Sourd aux avertissements et aux arguments avancés par les organisations syndicales départementales FO, CGT et SUD, le président du Conseil Départemental a tranché.

Il a décidé de porter un coup fatal à 2 associations de la protection de l'enfance (ARPEJE 49 et APEACH de Cholet) en leur retirant leur habilitation.

D'autres structures se sont vues réduire ou supprimer leur capacité de prise en charge (Mecs des Ecureuils (UREPS), Mecs l'Eclaircie (ADAPEI 49), Mecs Cassiopée (APIJ 49), le cap de Baugé (ACADEA 72), les Tourelles de Saumur.

En préférant attribuer les enfants pris en charge, à des fondations nationales comme le groupe SOS Village d'Enfants, moins cher car dérogatoire en matière de législation du travail, et confessionnelles comme les Apprentis d'Auteuil, le Président du Conseil Départemental cherche à faire des économies à grande échelle. Il jette aussi délibérément 300 à 350 professionnels dans la précarité et l'inconnu professionnel car les nouveaux opérateurs ne sont tenus en rien de reprendre les personnels en place.

De plus, ces fondations comme celles des apprentis d'Auteuil n'appliquant pas la convention collective 66, rien ne garantit que demain des personnels qualifiés poursuivront le travail développé depuis des années par les salariés des associations ainsi détruites ou gravement menacées.

Les syndicats FO, CGT et SUD du Maine et Loire poursuivent le combat. Ils appellent, dès le jeudi 4 mai 2017, à une journée de grève dans le secteur de la protection de l'enfance, public et privé du Maine et Loire, afin de soutenir leurs collègues et camarades.

Ils revendiquent le maintien de tous les emplois, de tous les postes et de toutes les associations. Ils s'opposent à la mise en concurrence des professionnels de la protection de l'enfance. Ils dénoncent le dumping social à la manœuvre du Conseil départemental.

La FNAS FO est totalement solidaire du combat en cours, lequel est la conséquence directe des politiques d'austérité qui se poursuivent. Elle apporte tout son soutien au mouvement de grève du jeudi 4 mai 2017.

Paris, le 3 mai 2017